

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 22 octobre 2015

Aujourd'hui, le vingt-deux octobre deux mille quinze à 11h, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle n° 3 au Département des Hautes Pyrénées sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER I - Affaires générales / Autorisation de signature Marché : marché d'entretien et de préservation du site des Saligues de l'Adour

Exposé des motifs :

Considérant la gestion du site des Saligues de l'Adour sur les communes de Bordères et Lamensans, Cazères sur l'Adour et de Renung, dont l'Institution est propriétaire,

Considérant l'ouverture au public du site et la nécessité de l'entretenir à cet effet,

Il convient d'autoriser le Président à commander une prestation d'entretien décomposée en quatre lots techniques qui sont eux-mêmes décomposés en sous-lots géographiques (par commune). Ces tâches seront à exécuter lors de trois périodes distinctes : printemps, été et automne sur 2 ans (jusqu'à la fin du plan de gestion actuel).

Il s'agit de l'entretien des sentiers de découverte, des espaces naturels (zones de ponte de Cistude, pelouses sèches) et des mobiliers d'accueil du public.

Le coût est estimé à 35 000 € HT pour le présent marché.

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à signer le marché à intervenir.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 22 octobre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE



✂ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.